

Burundi : Mise en oeuvre des recommandations du Forum de Busan

@rib News, 12/06/2014 - Source Xinhua Le Burundi marque des progrès importants dans la mise en oeuvre des recommandations du "Forum de haut niveau de Busan" (Corée du Sud) organisé en 2011, a affirmé jeudi dans une interview M. Emile Nimpaye, expert en base de données et suivi-évaluation au secrétariat permanent du Comité National de la Coordination des Aides (CNCA). "Busan avait beaucoup recommandé que les gouvernements bénéficiaires des aides améliorent l'appropriation de leurs politiques et stratégies de développement. Ça c'est vraiment un fait on y est arrivé au Burundi", a souligné M. Nimpaye qui s'exprimait en marge d'une réunion organisée par l'ONG britannique Development Initiatives-Africa Hub, sur les progrès accomplis par le Burundi par rapport au partenariat mondial conclu à Busan en 2011.

Pour M. Nimpaye, trois ans après Busan, le Burundi a enregistré des avancées d'abord au niveau de l'appropriation du processus dans la mesure où le deuxième Cadre Stratégique de Croissance et de Lutte contre la Pauvreté (CSLP II) a été élaboré. Par ailleurs, a-t-il poursuivi, à travers tous les ministères, on a assisté à l'élaboration des politiques stratégiques de développement en conformité avec les principaux axes du CSLP II. Pour être aussi en phase avec les recommandations de Busan, a fait remarquer M. Nimpaye, les partenaires au développement ont adapté leurs stratégies d'interventions au Burundi. En considérant les paramètres de transparence et de responsabilité mutuelle, a-t-il noté, le Burundi a confectionné une base de données sur l'aide au développement relativement performant au regard des orientations tracées par le forum de Busan. "Cette base nous permet de mener des analyses approfondies, en ce qui concerne notamment la répartition de l'aide au développement par province et même par secteur, ce qui facilite une bonne gestion des ressources financières restées en dehors des zones orphelines", a-t-il commenté. Alors que les conclusions de l'étude menée par l'ONG "Development Initiatives-Africa Hub" avaient évoqué une faible capacité d'absorption de l'aide par le Burundi, l'expert Nimpaye a tenu à relativiser cette situation. Pour lui, cet indicateur faisant des points d'aboutissement à Busan en 2011, est à analyser sous toutes facettes, en tournant certes le regard vers le gouvernement burundais, mais vers les partenaires au développement. "Du côté du gouvernement, je pense que pour un pays post-conflit comme le Burundi, c'est normal qu'on est de faibles capacités institutionnelles ; même si, depuis 2005, le pays a commencé à se stabiliser avec amélioration relative des capacités", a dit M. Nimpaye en reconnaissant que des problèmes persistent du côté des partenaires techniques et financiers (PTF). "Certaines procédures des PTF font que les décaissements des ressources financières prennent souvent une période relativement très longue par rapport au plan prévisionnel des dépenses. Cela fait que les décaissements se font à un rythme très lent. D'autres PTF promettent de l'argent, mais arrivés à la phase de décaissement, on assiste à des problèmes de libération des fonds même quand le pays a rempli les conditions exigées", a-t-il affirmé. L'expert a déploré que par rapport au suivi de Busan, "on ne bouge pas encore assez au Burundi sur l'utilisation des systèmes nationaux de gestion des finances publiques et de passation des marchés publics par les PTF". Même si ces systèmes nationaux doivent être fiables pour pouvoir capter la sympathie des PTF, a-t-il fait remarquer, depuis 2010, le Burundi a quand même marqué des progrès importants pour avoir déjà commencé à mettre en oeuvre la première stratégie de gestion des finances publiques. Toutefois, il a salué les actions entreprises par certains partenaires au développement du Burundi comme le Fonds International pour le Développement Agricole (FIDA), la Belgique et d'autres qui interviennent dans la gestion du Fonds Commun pour l'Education (FCE), pour avoir déjà adhéré à l'utilisation des systèmes nationaux de gestion des marchés publics. En définitive, pour M. Nimpaye, trois ans après la clôture du forum de haut niveau de Busan, il y a lieu de relever qu'aujourd'hui à la faveur de la stabilisation du Burundi, les ressources financières restées sont injectées dans les secteurs productifs via notamment l'axe du CSLP II portant sur la transformation de l'économie et la création d'emplois. Un tel acquis est une innovation importante, a-t-il dit avant de faire remarquer qu'au cours des années de crise, les fonds obtenus des partenaires se limitaient à financer des activités à caractère humanitaire.